

1 Le 7 octobre 2023 constitue un tournant géopolitique comparable à celui du 11 septembre 2001. Israël, soutenu par les États-Unis, a décidé de lancer une vaste opération de nettoyage dans la région pour assurer sa sécurité à long terme. Les répercussions de ce choix sont multiples : une lutte à mort contre le Hamas, le désarmement du Hezbollah au Liban et l'effondrement du régime de Bachar al-Assad en Syrie. Le but principal est d'arrêter le programme nucléaire iranien, considéré comme une menace existentielle pour Israël.

Une analyse complète et en cartes de Fabrice Balanche publié dans [Conflits](#), le 2 mars 2026

Les attaques israélo-américaines visent-elles un changement de régime en Iran ? Selon les propos de Donald Trump, c'est bel et bien son objectif, puisqu'il ne fait pas confiance aux dirigeants iraniens. En 2017, il a abrogé l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), qui devait mettre un terme au programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions. En 2026, il semble avoir décidé que seule la force brutale pourrait résoudre le conflit.

Pour comprendre le processus en cours, il faut donc prendre un peu de recul, revenir sur l'enchaînement des faits depuis le 7 octobre 2023. Il faut également les situer dans le contexte plus large de la dynamique qui anime les États-Unis depuis une vingtaine d'années, c'est-à-dire rester la superpuissance mondiale dominante face aux aspirations de la Chine. Car le bombardement de l'Iran ne se limite pas à la neutralisation de son programme nucléaire et balistique.

A/ Le grand ménage israélien

Depuis le 7 octobre 2023, l'Histoire s'est accélérée au Moyen-Orient. Cela nous rappelle les années qui ont suivi le 11 septembre 2001 avec l'intervention occidentale en Afghanistan et l'invasion américano-britannique de l'Irak, parce que nous sommes dans la même situation géopolitique pour le pays agressé. Cependant, il y a une différence cruciale entre Israël et les États-Unis qui justifie la promptitude et la brutalité de la riposte israélienne. Si les États-Unis sont protégés par deux océans du Moyen-Orient, Israël se situe au Moyen-Orient et n'est séparé de ces voisins arabes par le Jourdain et de simples clôtures avec Gaza, le Sud Liban et le Sinaï égyptien. De plus, il a été prouvé qu'Israël se trouvait à portée de tir des missiles iraniens, que ceux-ci soient tirés depuis la République islamique elle-même ou depuis le Yémen, car Téhéran a fourni aux Houthis des missiles balistiques. Le Hezbollah disposait jusqu'à l'automne 2024 d'un arsenal de missiles iraniens pouvant frapper Israël. Pour cette raison, Benjamin Netanyahu a décidé de faire le grand ménage au Moyen-Orient avec l'aval des États-Unis sous Joe Biden, puis son soutien appuyé après l'élection de Donald Trump, car

les stratégies des deux États sont sécantes.

1-Éradiquer le Hamas à Gaza

La première cible d'Israël est évidemment le Hamas. Les décideurs israéliens étaient convaincus que le Hamas avait succombé à la corruption. Gaza recevait des aides économiques du monde entier, et le Hamas des valises de dollars chaque mois du Qatar, avec l'accord d'Israël. Cela permettait de maintenir le niveau de vie des Gazaouis et d'avoir la paix sociale. Le 7 octobre, le réveil fut douloureux pour les Israéliens, car ils ne pensaient pas qu'une action terroriste d'une telle ampleur. Le Mossad envisageait plutôt une action pacifique du Hamas du style marche du retour avec un million de civils gazaouis qui franchiraient la barrière de sécurité pour envahir Israël et revenir sur les terres qu'ils avaient quitté en 1948^[1].

Gaza, sous le contrôle du Hamas, ne peut pas espérer de développement économique. Le groupe terroriste exerce un pouvoir total sur l'économie et la distribution de l'aide humanitaire vitale pour la survie de la population de Gaza. Les écoles et les universités sont de piètre qualité et servent davantage à embrigader la jeunesse, comme nous avons pu le constater avec cette doctorante gazaouie, invitée à Sciences Po Lille en 2025 et qui s'est révélée être naturellement antisémite^[2]. Voici la principale raison pour laquelle Israël souhaite anéantir le Hamas et ses organisations dans la bande de Gaza. L'Arabie saoudite, potentiellement impliquée dans la reconstruction de la bande de Gaza, partage cette vision. Elle refuse de financer directement le Hamas ou toute autre autorité palestinienne autonome. Elle a vu disparaître dans la gabegie et la corruption les aides généreuses qu'elle a attribuées aux Palestiniens. Le départ du Hamas de gré ou de force est par conséquent un préalable à tout plan de reconstruction, dont le coût est évalué à 70 milliards de \$, sans compter sur une aide récurrente pour entretenir une population de 2,4 millions d'habitants qui continue de se multiplier rapidement. En effet, elle devrait atteindre les 4 millions d'habitants en 2050. Considérant qu'il est impossible de faire de Gaza une nouvelle Singapour, les ultras du gouvernement Nétanyaou préconisent tout simplement l'expulsion des Palestiniens de la bande de Gaza vers l'Égypte. C'est une solution à laquelle Donald Trump a semblé adhérer à travers son projet de Riviera à Gaza.

2-Désarmer le Hezbollah

Après le Hamas, la cible suivante est le Hezbollah. Dès le 8 octobre 2023, la milice chiite a montré son soutien au Hamas en bombardant le nord d'Israël, forçant 100 000 civils à quitter leur domicile. Israël a riposté en bombardant le Sud du Liban, entraînant l'exode de centaines de milliers de Libanais. Pendant un an, Israël et le Hezbollah se sont limités à des échanges

d'artillerie et à quelques raids aériens, jusqu'à l'affaire des bipeurs en septembre 2024. L'explosion de milliers de téléphones portables internes utilisés par le Hezbollah, que les Israéliens avaient piégés, a décimé les cadres de l'organisation terroriste. Puis, le 27 septembre 2024, des frappes massives sur la banlieue sud de Beyrouth ont éliminé son leader charismatique, Hassan Nasrallah, achevant de déstabiliser le Hezbollah, et donnant le signal de l'offensive au Liban.

Il faut souligner que le Hezbollah est le bras armé de l'Iran au Liban et qu'il forme aussi les milices pro-iraniennes en Irak, en Syrie et au Yémen. Il joue un rôle clé dans le dispositif iranien au Levant, car les milliers de missiles que l'Iran lui a fournis devaient servir d'arme de dissuasion contre Israël et les États-Unis. La sécurité de l'État hébreu étant aussi importante pour Washington que celle de la Floride. Cet arsenal parvenait au Hezbollah par la Syrie de Bachar al-Assad, allié indéfectible de l'Iran depuis les années 1980. Avec la création d'un corridor terrestre entre l'Iran et Beyrouth en 2017^[3], les armes pouvaient voyager intégralement par la route, ce qui permet de mieux les dissimuler que par la voie aérienne ou maritime, car les ports et les aéroports sont davantage surveillés par Israël.

Par conséquent, avant d'engager des frappes directes sur le sol iranien, Israël a préalablement lancé une offensive contre le Hezbollah en septembre 2024. L'objectif était de neutraliser la capacité de nuisance de ce groupe. Cette guerre s'est étendue sur trois mois, s'achevant par un retrait du Hezbollah de la zone frontalière avec l'État hébreu. Contrairement à la guerre de 2006, Israël n'a pas voulu lancer une attaque terrestre, l'aviation a supporté l'essentiel de l'opération. Des troupes d'infanterie furent déployées sur des points élevés pour parer aux tirs de tireurs embusqués, mais cela ne couvre qu'une superficie limitée. Il est ensuite prévu que l'armée libanaise prenne le relais dans le sud du Liban lors d'une première phase qui s'est terminée en décembre 2025. Il lui faut désormais désarmer totalement le Hezbollah pour éviter une nouvelle guerre avec Israël, mais l'armée libanaise en est bien incapable, même si elle ne peut plus compter sur le soutien de la Syrie voisine, puisque le régime de Bachar al-Assad s'est effondré.

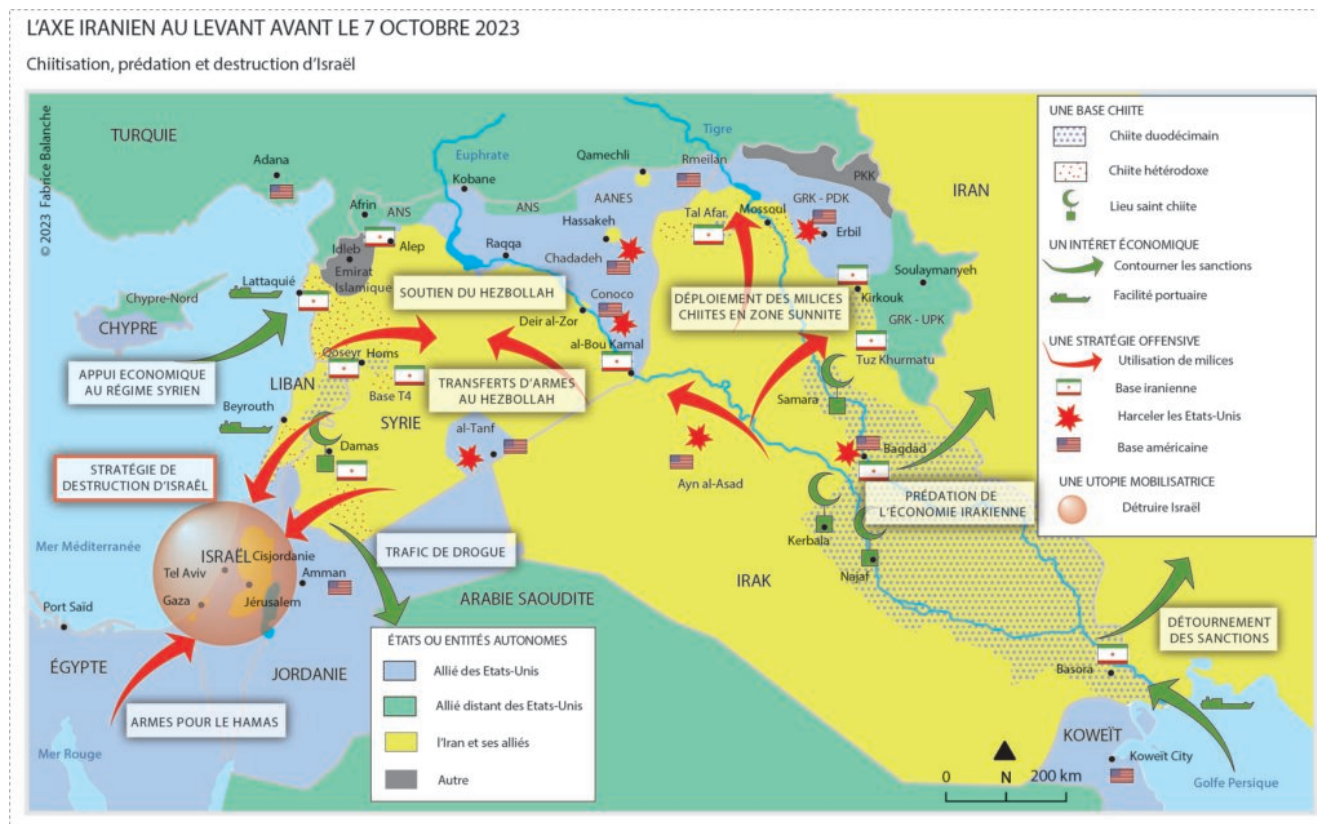
3-Abattre le régime de Bachar al-Assad

En décembre 2024, le régime de Bachar al-Assad s'est effondré presque sans résistance après douze jours de promenade militaire orchestrée par le groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Sham, partant d'Idleb. Cela marque la fin de treize ans de conflit civil qui ont miné les bases d'un système de pouvoir fondé sur un clientélisme politique communautaire dirigé par une famille. La Syrie de Bachar al-Assad constituait la pièce maîtresse de l'axe iranien au Proche-Orient. Elle reliait en effet l'Irak chiite, acquis à Téhéran depuis le départ des troupes américaines en 2011, et le « Hezbollahland », c'est-à-dire le Liban. Toutefois, cette pièce

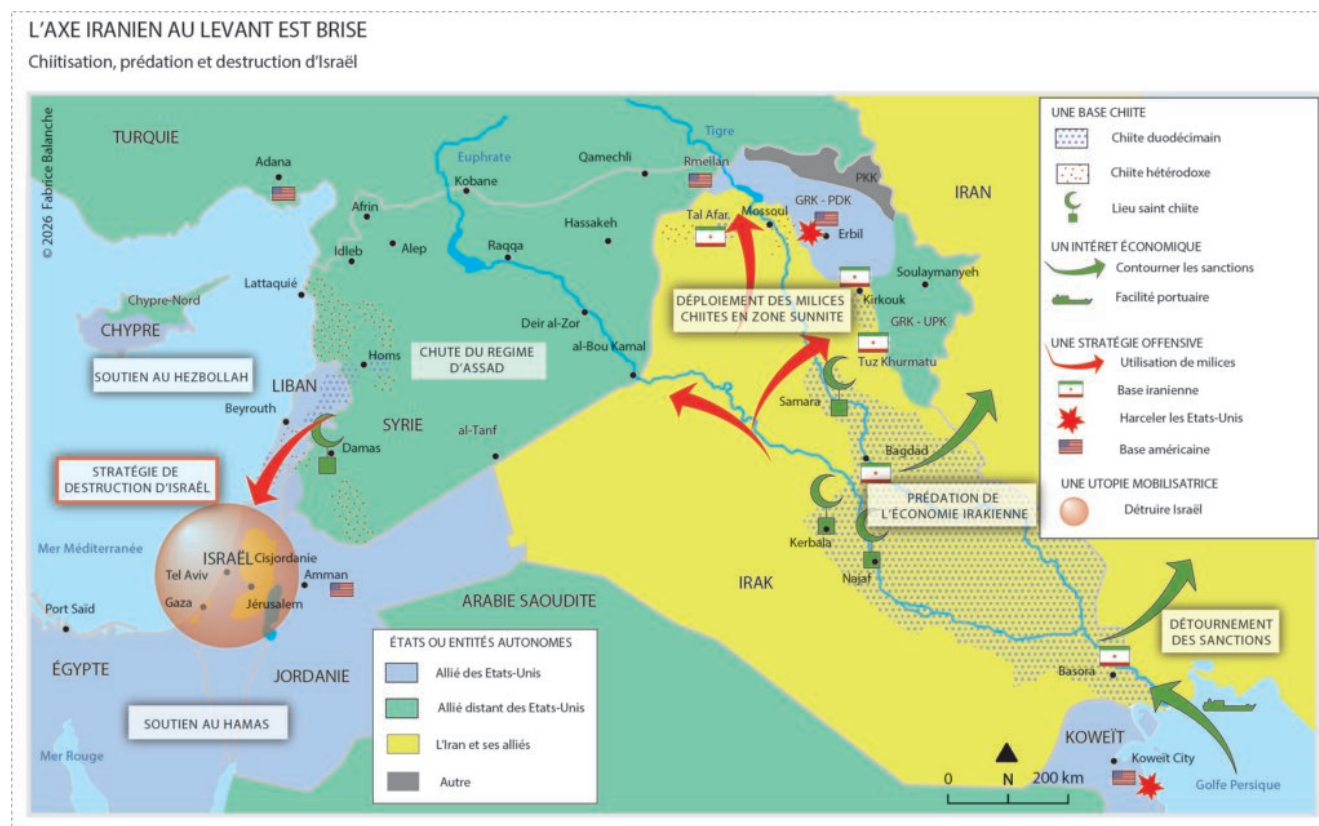
maîtresse était bien fragile, car les deux tiers de la population sont des Arabes sunnites hostiles au Hezbollah et à l'Iran. Bachar al-Assad ne pouvait plus compter que sur la communauté alaouite, à laquelle il appartient, et qui représente 10 % de la population, pour contrôler le pays. Il pouvait également compter sur l'appui des Druzes et d'une poignée de chrétiens qui craignaient de voir les islamistes sunnites s'emparer du pouvoir. En définitive, certaines tribus sunnites lui vouaient toujours une allégeance motivée par des intérêts matériels, mais ce sont les premières à l'avoir abandonné.

Grâce au soutien de 50 000 miliciens chiites irakiens et hazaras (chiites afghans) fournis par l'Iran, au Hezbollah (10 000 hommes en permanence), à la redoutable efficacité de ses services de renseignement et à l'aviation russe, il était convaincu de pouvoir maintenir son emprise sur le pays. Il persistait même à refuser toute négociation avec la Turquie, malgré les pressions répétées de la Russie. En effet, la Turquie voulait la reconnaissance officielle de sa zone « de sécurité » dans le nord du pays, pour continuer à neutraliser les quelque 100,000 rebelles de Hayat Tharir al-Sham (HTS), dirigé par Ahmad al-Charaa, et de l'Armée Nationale Syrienne (ANS), pro-turque, qui occupaient des territoires à sa frontière.

Le changement israélien a commencé en 2021[4]. Face à Assad, un dirigeant syrien notoirement impopulaire à la tête d'un régime minoritaire et donc fragile, et à une Syrie en proie à l'islamisme, voire au jihadisme, Israël a finalement modifié sa position en raison de la menace iranienne. Le 7 octobre a considérablement accéléré ce processus. Israël a bombardé le Hezbollah en Syrie, les milices chiites irakiennes, et même le consulat iranien à Damas, le 1^{er} avril 2024, où se tenait une réunion de l'État-major de la force al-Qods[5] en Syrie. Il fallait casser l'infrastructure pro-iranienne qui maintenait en vie une armée syrienne exsangue et épuisée par treize années de conflit. En octobre 2024, le Hezbollah a fait revenir la majorité de ses forces d'intervention de Syrie pour faire face à l'attaque israélienne au Liban. Pour ce qui est des autres milices chiites, elles fuyaient vers l'Irak pour échapper aux frappes de Tsahal. L'armée syrienne avait perdu sa colonne vertébrale et HTS put facilement briser la défense d'Alep en fin novembre 2024, puis poursuivre jusqu'à Damas. L'Ukraine étant actuellement occupée par la Russie, cette dernière n'avait pas du tout envie de venir en aide à un allié aussi récalcitrant que Bachar al-Assad. Poutine était exaspéré par le comportement désastreux de cet individu envers la Turquie et la population syrienne, qui l'avait même fait perdre ses derniers soutiens. Le président russe l'aurait bien laissé en pâture aux jihadistes de HTS, pour qu'il finisse suspendu à un croc de boucher comme Mussolini en 1945, mais, par souci de réputation vis-à-vis des autres dictateurs alliés de la Russie, il était obligé de lui donner l'asile.



Les intérêts stratégiques israéliens et turcs se sont croisés de manière provisoire à l'automne 2024. Ils divergent de nouveau, car Israël ne souhaite pas avoir une Syrie forte, soutenue par la Turquie, qui décide de reprendre la cause palestinienne et de se venger d'Israël en récupérant le Golan. Après la défaite d'Assad, Israël a pris des mesures pour assurer sa domination dans le ciel syrien en détruisant complètement l'infrastructure militaire syrienne. Cela lui permet de menacer de mort Ahmad al-Sharaa à tout moment. Cela rend le nouveau dirigeant syrien plus ouvert aux négociations avec Israël. Car Tel-Aviv veut un traité de paix avec Damas rapidement, tant que la Syrie est faible et a besoin des États-Unis pour se relever. Ahmad al-Sharaa a manifesté sa bonne volonté en retirant le plateau du Golan des nouvelles cartes syriennes. Il est évident qu'Israël ne rendra jamais ce territoire à la Syrie, et, si Ahmad al-Sharaa insistait, il pourrait subir le même sort qu'Ali Khameneï.



4-Empêcher l'Iran d'accéder à l'arme atomique

Jamais Israël n'acceptera que l'Iran possède la bombe atomique ni les pétromonarchies du Golfe, qui craignent l'Iran plus que tout. Le régime des mollahs a menacé à plusieurs reprises Israël de destruction, ce qui rend possible l'hypothèse qu'il utilise une bombe atomique contre cet État. D'autant plus que l'Iran dispose de missiles balistiques pouvant atteindre Israël. De plus, un Iran nucléaire pourrait utiliser son réseau de milices chiites (Houtis, Hezbollah, Hached al-Chaabi) pour déstabiliser ses voisins en évitant des représailles sérieuses. L'exemple de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le renforce dans sa détermination à poursuivre son programme nucléaire, puisqu'un pays doté de cette arme ne risque pas de représailles sérieuses. La frappe sur les installations nucléaires iraniennes est donc la conclusion logique de l'initiative d'Israël pour réorganiser le Moyen-Orient et assurer sa sécurité à long terme.

En 2024, les relations entre l'Iran et Israël se sont tendues après une série d'échanges de tirs de missiles et de frappes. Après la destruction de son consulat à Damas le 1er avril, l'Iran a lancé dans la nuit du 13 au 14 avril 2024 l'opération « Promesse honnête » avec trois cents drones et missiles sur Israël. Israël a riposté le 19 avril avec des frappes ciblées, causant peu

de dégâts, mais visant à tester les défenses antiaériennes. Après l'élimination d'Hassan Nasrallah le 27 septembre, et les bombardements massifs sur le Hezbollah au Liban, l'Iran a dû réagir pour protéger son meilleur allié dans la région et surtout le détenteur de sa force de dissuasion contre Israël. Deux cents missiles balistiques ont donc été lancés sur Israël, ce dernier ayant pu intercepter la plupart d'entre eux grâce au dôme de fer et à l'aide des navires américains sur place. La base française en Jordanie prit part à l'opération. Seul un missile iranien a causé des dommages mineurs sur la base de Gillot, qui abrite le quartier général du Mossad. En représailles, les Israéliens détruisirent les défenses antiaériennes iraniennes, ce qui permit aux avions israéliens et américains de pénétrer dans l'espace aérien iranien sans entrave en juin 2025 et de frapper les sites de missiles balistiques et les installations nucléaires à Natanz, Fordo et Ispahan.

Après le bombardement de juin 2025, nous avons remarqué l'isolement de l'Iran, car la Russie et la Chine ne sont pas intervenues pour le soutenir. Dans un style concis, Vladimir Poutine a annoncé qu'il avait proposé à l'Iran d'acheter des systèmes de défense antiaérienne, mais que l'offre avait été refusée. Il semble que Moscou cherche à éloigner ses liens avec Téhéran, qu'il tient responsable de son échec en Syrie. En effet, la lutte idéologique de l'Iran contre Israël a entraîné la chute de Bachar al-Assad et une défaite humiliante pour la Russie, remettant en cause sa présence militaire en Méditerranée orientale. Au niveau régional, seuls les Houthis lancèrent quelques drones contre Israël. Le Hezbollah, lui, n'avait plus aucune capacité offensive et se tint à l'écart. Les monarchies pétrolières du Golfe ont protesté symboliquement, car elles ne voulaient pas être la cible de représailles iraniennes en raison de la présence de bases militaires américaines sur leur sol. En réalité, elles se réjouissent de la faiblesse de l'Iran, qui constitue leur principal adversaire, mais elles craignent ses capacités de nuisance. L'Arabie saoudite, sous la direction de Mohammed ben Salman, se concentre sur son développement économique dans le cadre de la vision 2030. Elle craint les missiles iraniens tirés depuis le Yémen nord et n'hésite pas pour neutraliser les Houthis à leur verser une rente de 100 millions de dollars par mois[6]. Le prince héritier craint une attaque de missiles iraniens sur les terminaux pétroliers situés sur les rives du golfe Persique, en particulier sur les stations de dessalement de l'eau de mer qui alimentent les villes de la côte est jusqu'à la capitale, Riyad, qui compte six millions d'habitants. Les autres États arabes du Golfe ont les mêmes inquiétudes.

Il est ardu d'évaluer avec exactitude les dommages subis par le programme nucléaire iranien en juin 2025. Ce programme a-t-il été gravement affecté ? Le temps nécessaire pour assembler une arme nucléaire aurait-il été retardé d'une ou deux années ? Pour Donald Trump, il s'agissait d'un message d'avertissement visant à inciter l'Iran à entamer des pourparlers. Il avait fixé à l'Iran une échéance au 31 décembre 2025 pour se débarrasser de

son stock d'uranium enrichi, mettre fin définitivement à son programme nucléaire et limiter considérablement son programme balistique. Le Président américain et le Premier ministre israélien n'avaient guère d'illusion sur l'issue des négociations, car ces conditions étaient tout simplement inacceptables pour Ali Khameneï et ceux qui dirigent la République islamique, persuadés qu'Israël n'est qu'« une tumeur cancéreuse maligne »^[7] qu'il faut éliminer et les États-Unis ni plus ni moins que l'incarnation du diable. Dans ces conditions, les bombardements en cours depuis le 28 février étaient inévitables. Israël semble déterminé à éliminer la menace iranienne. En revanche, il est nécessaire de comprendre la guerre américaine contre l'Iran sur une tout autre échelle.

B- Les États-Unis veulent rester la première puissance mondiale

Le slogan « Make America Great Again » de Donald Trump évoque le « America is Back » de Ronald Reagan, lancé lors de son entrée en fonction en janvier 1981. Les invités d'honneur de cette cérémonie n'étaient autres que les otages américains fraîchement libérés par la République islamique, qui avait pris d'assaut l'Ambassade américaine de Téhéran. Cette humiliation n'a jamais été digérée par les États-Unis envers l'Iran. Donald Trump fait partie de cette génération d'Américains pour lesquels ce souvenir est gravé dans la mémoire, ce qui contribue à son hostilité envers l'Iran. Mais sa stratégie dépasse le cadre du Moyen-Orient, car, à Washington, on pense toute crise dans son cadre global.

Ronald Reagan a été l'homme politique qui a restauré la puissance américaine après les échecs vietnamiens et les revers en Amérique latine, en Afrique australe et en Afghanistan sous la présidence de Jimmy Carter. Il renoua avec le réalisme offensif pour tenir en échec l'Union soviétique partout dans le monde et contribua largement à sa chute. Donald Trump semble s'inspirer énormément de Ronald Reagan, non pas parce qu'il cherche à abattre la Russie, qu'il ne considère pas comme une menace vitale contre les intérêts américains, mais pour empêcher que la Chine ne devienne la superpuissance mondiale. Or, l'Iran, tout comme le Venezuela, est un pays qu'il faut donc ramener dans le giron américain pour priver la Chine d'un accès à une énergie abondante et bon marché. En outre, la démonstration de puissance militaire américaine vise à rapprocher des alliés qui s'éloignaient de Washington ces vingt dernières années, séduits par l'idéal du multilatéralisme.

1-Le retour de la diplomatie de la canonnière en Amérique latine

Le renouveau de l'hégémonie américaine a débuté dans les Caraïbes, où Fidel Castro, encouragé par son allié soviétique, tentait d'étendre son influence. En 1983, la flotte américaine a débarqué sur l'île de la Grenade, près du Venezuela, où un gouvernement « révolutionnaire populaire » avait pris le pouvoir en 1979 grâce à l'aide de Cuba. L'opération

a fait environ vingt morts du côté américain et une centaine du côté des forces cubaines et grenadines. Ronald Reagan a également visé le Nicaragua, où le régime sandiniste de Daniel Ortega, arrivé au pouvoir en 1980, s'est rapproché dangereusement de Cuba à partir de 1984. Le président américain a alors imposé un embargo au pays et soutenu une guérilla contre-révolutionnaire (les Contras) pour renverser le gouvernement révolutionnaire sandiniste. Finalement, Ortega a perdu les élections en 1990. D'autres opérations furent lancées en Amérique latine pour combattre l'influence communiste, comme le soutien à la contre-insurrection contre le Sentier lumineux, un groupe d'inspiration maoïste, qui déstabilisait le Pérou. L'objectif de Ronald Reagan était de protéger le pré carré américain pour mieux confronter l'URSS sur sa périphérie.

Il y a une certaine similitude avec la tactique actuelle de Donald Trump. En début janvier 2026, le président américain a ordonné l'arrestation du président vénézuélien, Nicolas Maduro. Celui-ci a été capturé par un commando américain venu l'arrêter dans son palais présidentiel. Il est inculpé pour « conspiration narcoterroriste ». Washington accuse ce personnage de faciliter l'acheminement de cargaisons illicites de stupéfiants vers les États-Unis, de subventionner les cartels de la drogue et les mouvements terroristes anti-américains depuis un quart de siècle. Aujourd'hui, le gouvernement vénézuélien se voit contraint de s'engager dans une transition démocratique favorable à la victoire de l'opposition pro-américaine. Il doit également renoncer à vendre son pétrole à bas prix à la Chine et à soutenir Cuba. Donald Trump a menacé le Venezuela d'une intervention militaire directe si ces objectifs ne sont pas atteints d'ici la fin 2026[8]. L'attaque contre l'Iran devrait servir d'exemple.

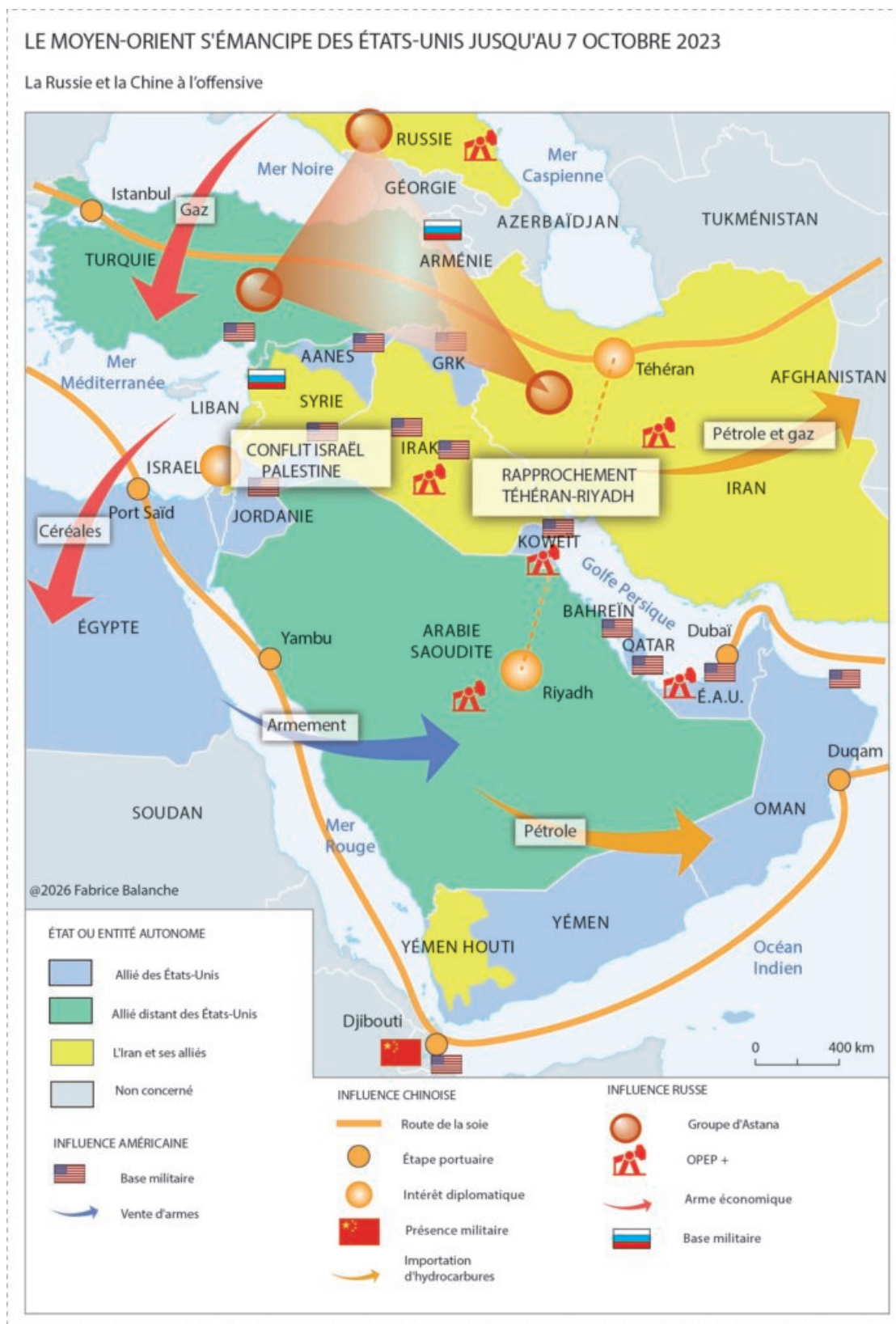
L'expansionnisme de Trump en Amérique latine et au Moyen-Orient reflète son antagonisme envers la Chine. Depuis les années 2000, ce pays y gagne des parts de marché, en 2015, elle est même devenue le premier partenaire commercial devant les États-Unis[9]. Cependant, il ne se contente pas de vendre ses produits manufacturés ; il importe massivement des matières premières, minérales et agricoles. Après une période d'industrialisation basée sur la stratégie protectionniste de substitution aux importations, le continent a connu une phase de désindustrialisation depuis les années 1990 et retrouve sa vocation de producteurs de matières premières, comme au temps du pacte colonial. L'industrie chinoise a un besoin vital de ces matières premières pour continuer à croître et à fournir les marchés. L'objectif des États-Unis n'est pas de l'en priver totalement, mais de la limiter et, par conséquent, de lui faire payer plus cher ces importations, d'autant plus si ce sont des compagnies américaines qui disposent des concessions d'exploitation. Car le danger est de voir les sociétés chinoises exploiter elles-mêmes les ressources du territoire sud-américain après avoir corrompu les autorités locales.

2-Le Moyen-Orient doit rester une chasse gardée américaine

Le Moyen-Orient est une autre région clé pour Washington, car ils estiment que la Chine y a également gagné du terrain ces vingt dernières années. Là encore plus du tiers des hydrocarbures de la région prennent désormais le chemin de la Chine^[10]. En Irak, les entreprises chinoises extraient plus de 50 % du pétrole, grâce au désengagement des sociétés occidentales en raison de la présence iranienne, des risques sécuritaires et de la corruption endémique. La Chine tire profit des sanctions imposées par la communauté internationale à l'Iran en achetant à prix réduit ses ressources énergétiques, comme elle l'a fait au Venezuela et en Russie. Elle bénéficie également de son partenariat stratégique avec l'Iran pour avoir un accès privilégié à l'exploitation des ressources énergétiques irakiennes et aux marchés publics. En échange de leur aide en Irak, la Chine rémunère les intermédiaires iraniens, voire directement le gouvernement iranien, ce qui entraînera des coûts supplémentaires pour l'Irak. Ainsi, l'Irak paiera-t-il trois fois le prix d'une centrale électrique chinoise : le coût réel de la centrale, l'équivalent en pots-de-vin versés à divers intermédiaires et la construction d'une troisième centrale en Iran, qui sera offerte gratuitement en guise de remerciement au régime iranien pour son aide. L'Irak est essentiel à l'économie iranienne, car il lui permet d'éviter les sanctions, d'obtenir des dollars et de négocier avec la Chine dans une position de force.



En mars 2023, la Chine a servi de médiatrice entre l'Iran et l'Arabie saoudite, ce qui a permis la reprise des relations diplomatiques entre ces deux pays et la dissipation des tensions. Par exemple, en contrepartie de la réadmission de Bachar al-Assad dans la Ligue arabe, l'Arabie saoudite a exigé que les Houthis cessent de lancer des missiles sur son territoire, en échange d'une allocation mensuelle d'environ 100 millions de dollars. Ce succès diplomatique chinois dans une région où ce genre de conflit se réglait jusque-là à Washington fut un camouflet pour les États-Unis. Cela provenait du refus de Mohamed Ben Salman, en septembre 2022, d'augmenter la production pétrolière saoudienne pour alimenter le marché et faire baisser les prix dans le contexte des sanctions imposées à la Russie qui propulsèrent les prix des hydrocarbures à des sommets. En effet, depuis le Traité de Quincy, signé en 1945 par Roosevelt et Ibn Saoud, l'Arabie saoudite recevait une protection militaire américaine en échange de son allégeance à l'égard de la politique économique américaine. Le grand régulateur mondial des cours du pétrole doit baisser sa production lorsque son protecteur américain considère que le prix est trop bas et l'augmenter lorsqu'il a intérêt à ce qu'il baisse. Cela s'est produit en 2014, quand les États-Unis voulaient mettre à genoux l'économie russe pour punir Poutine d'avoir envahi la Crimée. Le manque à gagner coûta une fortune à l'Arabie Saoudite, qui s'y était résolue de mauvaise grâce, épuisant ses réserves financières pour servir la politique américaine.



Mohamed Ben Salman est maintenant moins enclin à sacrifier le développement de l'Arabie saoudite pour satisfaire la politique américaine. Il était très réticent face à une attaque contre l'Iran, sachant que cela pourrait déstabiliser son projet économique, « La vision 2030 », basé sur un aménagement audacieux du territoire, des investissements dans le tertiaire supérieur et le tourisme, et le dynamisme du marché immobilier. Ce projet, qui culminera avec l'exposition universelle de 2030 à Riyad, a besoin de stabilité régionale pour atteindre ses objectifs, rétablir la confiance dans l'économie et attirer des capitaux étrangers et des entrepreneurs. Les autres pétromonarchies du Golfe se trouvent dans une situation assez semblable, en plus de posséder des infrastructures vitales très fragiles face aux tirs iraniens. Si l'Iran venait à anéantir les centrales électriques qui servent également de stations de dessalement d'eau de mer, tous ces pays seraient rapidement à terre. En outre, cet épisode militaire pourrait irréversiblement entacher leur image de havre de paix, attirant ainsi les touristes et les investisseurs immobiliers de luxe, les flux de capitaux internationaux, le transport aérien de passagers et le fret maritime de marchandises. Les deux dernières activités revêtent une grande importance pour les Émirats arabes unis.

Plus globalement, depuis le début du printemps arabe, les États-Unis avaient reculé au Moyen-Orient au profit de la Russie, de l'Iran et de la Chine. La Russie s'est profondément enracinée en Syrie en intervenant directement en septembre 2015 pour soutenir le régime de Bachar al-Assad. L'Iran a réussi à établir un axe géopolitique entre Téhéran et Beyrouth, étendant ainsi son influence sur l'Irak, la Syrie et le Liban. Grâce à la victoire des Houtis dans le nord du Yémen, la République islamique obtient une position géostratégique dominante face aux pétromonarchies du Golfe. Elle est en effet en mesure de bloquer les détroits d'Ormuz et de Bab al-Mandeb, privant ainsi ces pays de la possibilité d'exporter leurs hydrocarbures. Le retrait américain, en 2017, de leur engagement à fournir l'équipement militaire nécessaire pour éliminer les Houthis, afin d'éviter un bain de sang parmi la population civile, a été très mal perçu par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces derniers ont remis en question la fiabilité des États-Unis en tant qu'alliés, ce qui les a poussés à chercher un arrangement avec l'Iran, à se rapprocher de la Russie et, surtout, à renforcer leurs liens avec la Chine, qui pourrait exercer une influence sur Téhéran. L'abandon par les Occidentaux de Moubarak en Égypte et de Ben Ali en Tunisie avait également donné quelques inquiétudes aux pétromonarchies du Golfe, qui craignirent de ne pas être soutenues en cas de révolte de leur population. L'État-providence permet de maintenir la paix sociale avec les nationaux, sauf à Bahreïn en raison de l'opposition sunnite-chiite, mais ce n'est pas le cas de la majorité de la population immigrée.

L'affichage de puissance de Donald Trump dans cette région apaise les inquiétudes de ses alliés du Golfe, tout en menaçant ceux qui envisagent de se libérer. On peut considérer

l'attaque israélienne contre le QG du Hamas à Doha le 9 septembre 2025 comme une mise en garde adressée à la monarchie qatarie. Il est inconcevable qu'Israël ose une telle action sans l'approbation des États-Unis.

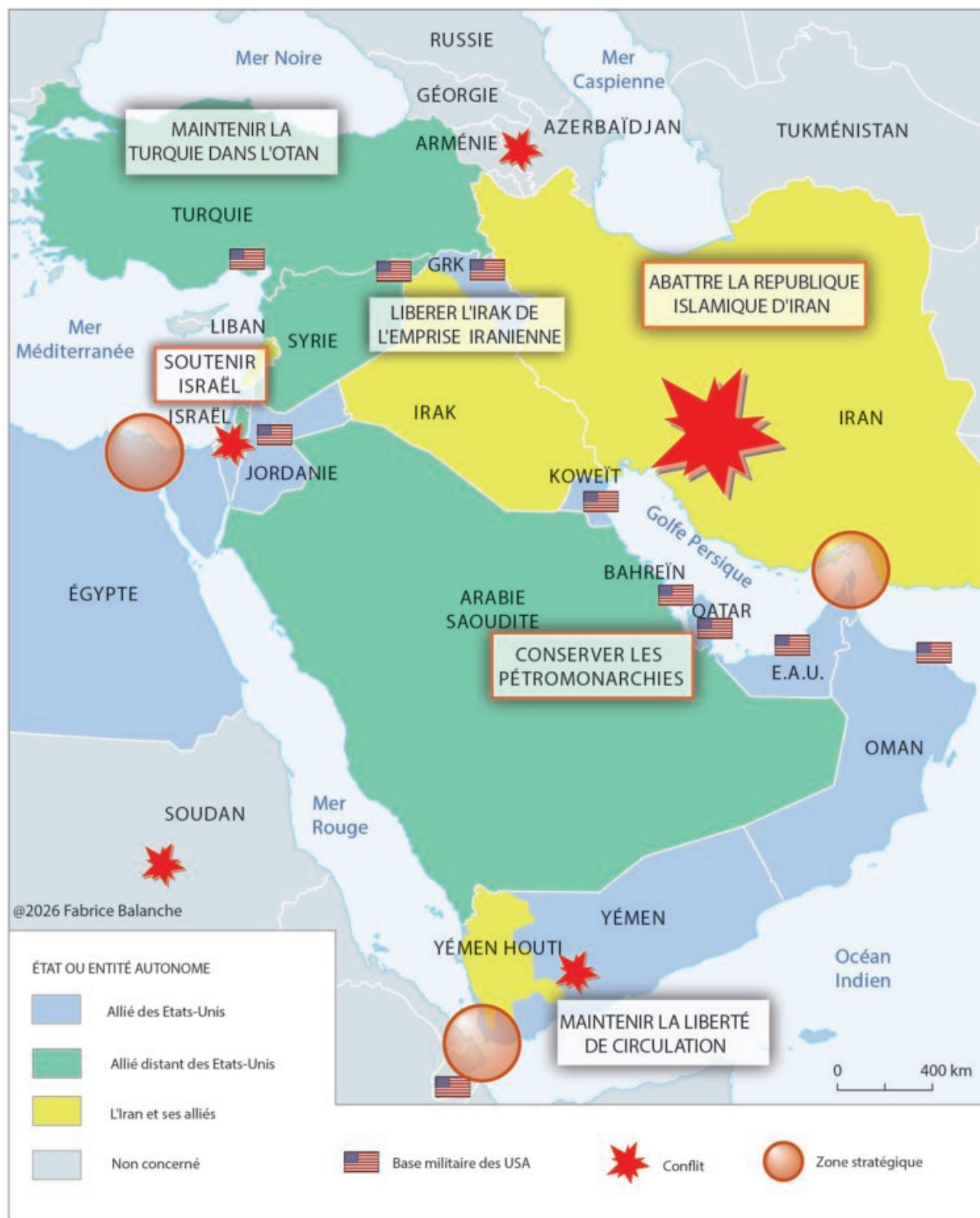
Conclusion : les États-Unis renouent avec le réalisme offensif

Le grand ménage israélien au Moyen-Orient s'effectue avec l'appui des États-Unis, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, car les deux pays ont une stratégie convergente à l'égard de l'Iran, mais pour des motifs différents liés à leur taille et leur place sur l'échiquier mondial. Après le 7 octobre, Israël a entrepris de se débarrasser de ses alliés locaux iraniens, qui sont ses ennemis les plus proches (Hamas, Hezbollah et régime de Bachar al-Assad). Son objectif principal est de mettre fin à la domination iranienne, qui représente la plus grande menace avec son programme nucléaire et balistique. Pour les États-Unis de Donald Trump, la volonté de Téhéran de disposer de la bombe atomique constitue une menace sérieuse qu'il faut détruire. La guerre contre l'Iran entre toutefois dans une stratégie plus globale visant à assurer la prééminence des États-Unis sur la scène mondiale dans le cadre de leur confrontation avec la Chine. La manifestation du hard power américain doit permettre de ramener les alliés dans son giron au lieu de les voir s'émanciper et nouer des relations solides avec la Russie et la Chine. Le contrôle étroit des ressources énergétiques, en particulier du pétrole, est crucial pour des pays comme l'Inde, qui s'approvisionnent également en pétrole bon marché auprès de la Russie, du Venezuela et de l'Iran.



LA STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

Protéger Israël, abattre le régime iranien et conserver les pétromonarchies



Donald Trump envisage-t-il, à long terme, de créer un cartel pétrolier regroupant les principaux producteurs, y compris la Russie ? Cette manœuvre lui permettrait de freiner la croissance chinoise. De la même manière que Henry Kissinger avait tenté de tirer profit de la rivalité entre la Chine de Mao et la Russie de Brejnev, le président américain cherche à diviser l'alliance renouvelée entre Moscou et Pékin au cours des deux dernières décennies. Les sanctions internationales contre l'exportation d'hydrocarbures russes ont contraint Moscou à les vendre à prix réduit à la Chine pour le moment. Cela durera aussi longtemps que la guerre en Ukraine se poursuivra. Pékin profite également de la situation pour accroître son influence sur l'Asie centrale ex-soviétique et la Sibérie orientale, une sorte d'exutoire pour la surpopulation chinoise, pouvant, à terme, engendrer une volonté d'irréductibilisme. Par conséquent, les efforts diplomatiques de Washington visant à mettre un terme à cette guerre doivent être analysés en fonction de cette stratégie de dissociation entre Moscou et Pékin. Qu'importe s'il faut abandonner le Donbass à la Russie et reconnaître l'annexion de la Crimée par Moscou. En 1939, la France a bien cédé le Sandjak d'Alexandrette, un territoire syrien, à la Turquie pour éviter qu'elle ne se range du côté de l'Allemagne. Pensant empêcher l'Italie fasciste de s'allier avec l'Allemagne en 1935, la France et la Grande-Bretagne ont reconnu la souveraineté de l'Italie sur l'Éthiopie qu'elle venait de conquérir, alors que ce pays était membre de la Société des Nations. L'Histoire regorge d'exemples qui permettent d'interpréter la situation géopolitique actuelle. Il est clair qu'il ne faut surtout pas l'appréhender à travers le prisme du « droit international », mais davantage du rapport de force et du réalisme offensif.

[1] Entretien avec un responsable politique israélien, Tel Aviv, juin 2016.

[2] *Le Monde*, « A Lille, une étudiante gazaouie visée par une enquête pour apologie du terrorisme et apologie de crime contre l'humanité », 31 juillet 2025,
https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/07/31/a-lille-une-etudiante-gazaouie-visee-par-un-e-enquete-pour-apologie-du-terrorisme-et-apologie-de-crime-contre-l-humanite_6625727_3224.html

[3] Fabrice Balanche, "From the Iranian Corridor to the Shia Crescent", *Hoover Institution Press*, Stanford University, 2018,
https://www.hoover.org/sites/default/files/research/docs/balanche_iraniancorridor_pdf.pdf

[4] Fabrice Balanche, *Les leçons de la crise syriennes*, Paris, Odile Jacob, mars 2024.

[5] La force Al-Qods est créée après la guerre Iran-Irak, en tant qu'unité spéciale détachée du Corps des gardiens de la révolution islamique. Elle est spécialisée dans la guerre non conventionnelle et les opérations extérieures. Elle fut dirigée de 1997 à 2020 par Qassem

Soleimani, tué par une frappe américaine en janvier 2020 à Bagdad.

[6][6] Entretien avec un diplomate européen, Bahreïn, 2025.

[7] I24 News, 22 septembre 2024,
<https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/artc-khamenei-accuse-israel-de-com-mettre-des-crimes-honteux-contre-des-enfants-et-appelle-a-son-elimination>

[8] Entretien avec un diplomate américain, Erbil, janvier 2026.

[9] « Les échanges entre la Chine et les pays latino-américains sont passés, en valeur, de 10 milliards de dollars en 2000 à plus 518 milliards de dollars en 2024, malgré la pandémie de la Covid-19, et pourraient atteindre 700 milliards à l'horizon 2035 », Christophe Venture, *L'Amérique Latine : une région prioritaire pour la Chine*, Note de l'IRIS, juillet 2025.
https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2025/07/AFD_2025_07_Chine_Ameriquelatine_Note.pdf

[10] US Energy Information Administration, "Amid regional conflict, the Strait of Hormuz remains critical oil chokepoint", 16 juin 2025,
<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=65504>